



Trente ans de sociologie urbaine

Un point de vue français

Christian Topalov

Qu'est ce que la sociologie urbaine en France ? Acteur de cette histoire, Christian Topalov revient sur les deux grands moments durant lesquels cet étiquetage s'est imposé : les années 1970, puis la période de formulation d'un « problème des banlieues » qui s'amorce au début des années 1980. Deux moments où la ville des savants coïncide avec celle des politiques publiques.

« La ville, c'est ce que nous décidons d'en faire en fonction d'un objectif d'analyse ». C'est ce que notait en 1964 Leonard Reissman, un bien intéressant sociologue états-unien (Reissman 1964, p. 153). Dans le monde massivement urbanisé du xx^e siècle, la sociologie urbaine a, en effet, toujours été confrontée à un problème : comment définir la spécificité de son objet ? Si tout est urbain, ou presque, en quoi la sociologie urbaine diffère-t-elle de la sociologie tout court ? Je ne proposerai pas une réponse à cette question, une « bonne définition » de plus¹. Je vais m'efforcer, en revanche, de retracer l'histoire de quelques-uns des « points de vue » évoqués par Reissman, points de vue dont sont nées diverses « sociologies urbaines ».

Malgré ce que racontent en général les manuels, ce serait créer une illusion d'optique qu'écrire l'histoire de cette discipline comme un développement linéaire avec des précurseurs, des fondateurs, des « classiques » que nous partagerions tous. Ni même comme un ensemble de problèmes ou de controverses discutés de façon continue au cours du temps. Cette discipline n'a pas connu un processus d'accumulation de savoirs dans le cadre d'une institutionnalisation stable, mais plutôt une série discontinue d'émergences locales suivies d'éclipses. La définition de l'objet a changé souvent, parfois de façon radicale. La raison en est que chacune de ces définitions est liée à la configuration historique particulière du moment et du pays considérés – malgré des épisodes d'internationalisation partielle.

Le syntagme « *urban sociology* » est apparu aux États-Unis au cours des années 1910. Il s'est un peu répandu dans ce pays à partir de 1925, beaucoup à partir de 1950 (Topalov 2008). Depuis les origines, des paradigmes divers coexistent ou se succèdent, qui s'appuient chacun sur une révision profonde des corpus bibliographiques de la discipline et donc sur une nouvelle écriture de son passé : Max Weber est devenu un sociologue urbain en 1958 aux États-Unis (Martindale 1958), Simmel est sorti de l'oubli vers 1970 (Sennett 1969 ; Levine 1971), Halbwachs a commencé sa carrière de fondateur de la sociologie urbaine française en 1986 (Amiot 1986).

Ce que nous enseignons, le plus souvent, n'est guère l'histoire de la discipline, mais plutôt la légende qui fait l'accord au moment et à l'endroit où nous parlons. Nous aurions toutefois des ancêtres communs qui semblent faire partie de toutes les histoires nationales standard depuis la fin des années 1960 : ce sont les sociologues de Chicago des années 1920. C'est que, justement, ils furent promus comme fondateurs aux États-Unis lorsqu'à partir de 1964 Morris Janowitz a inventé

¹ Ce texte est une version légèrement remaniée d'une conférence donnée à Buenos Aires le 25 octobre 2012 dans l'auditorium de l'Instituto de Desarrollo Económico y Social, en collaboration avec la Universidad Nacional de General Sarmiento, Instituto del Conurbano, Programa de Estudios Urbanos.

et entrepris de promouvoir « l'École de Chicago » sous un format exportable (Topalov 2004), formatage auquel contribuèrent notamment Burgess et Bogue (1964), Sennett (1969) et Short (1971). Pour le reste, les histoires que nous racontons dans chaque pays divergent grandement.

C'est pourquoi j'ai donné pour sous-titre à ce texte « un point de vue français ». C'est en effet seulement un « point de vue » sur le passé que je voudrais présenter, et je veux explicitement le situer dans le temps et dans l'espace, mais aussi dans ma trajectoire, qui fut celle d'assez nombreux sociologues français de ma génération – la « génération de 68 », celle dont les premiers livres datent, en gros, de 1975.

Nous allons donc observer l'instabilité d'une discipline, de ses outils d'analyse et de ses objets privilégiés. Cette étude de cas pose à la sociologie des sciences une question plus générale et, à mon avis, assez intéressante : comment les savants choisissent-ils leurs objets ? Et quelles sont les conditions socio-historiques pour que se constitue, éventuellement se stabilise, une sociologie spécialisée ? Je propose de raconter le passé à partir de deux points d'observation successifs : 1981 et 2013.

Un regard rétrospectif depuis 1981 : la chute d'une étoile filante

1981, après plus de vingt ans de V^e République et de domination sans partage de la droite, c'est la première victoire électorale en France de l'union de la gauche (socialistes et communistes). C'est aussi le moment où commence à se désintégrer une étoile filante : « l'école française de sociologie urbaine marxiste ». Il s'était produit en France une brusque et brève expansion des études urbaines, avec une bonne décennie de décalage par rapport à l'explosion nord-américaine des *urban studies*. Le rapport à la tradition qui s'observe alors est très particulier : par ignorance souvent, par conviction aussi, une génération de jeunes chercheurs avait décidé de faire table rase du passé de la discipline et d'avancer dans des directions nouvelles. L'un des protagonistes de cette expérience était l'auteur d'un petit livre paru au Mexique : *La urbanización capitalista* (Topalov 1979). Méfiez-vous donc de ce que je vais dire, car les acteurs d'une histoire sont les moins bien placés pour l'objectiver. En d'autres termes, ce qui suit est un témoignage et non l'exposé de résultats d'enquête.

En 1968, avant les « événements » des mois de mai et juin (une révolte étudiante, une grève générale, une victoire électorale de la droite), deux textes furent publiés qui avaient une valeur programmatique forte.

Le premier (Ledrut 1968) est un petit livre intitulé *Sociologie urbaine* – première occurrence d'un tel titre en français – qu'accueille la collection « Le Sociologue », dirigée aux Presses universitaires de France par Georges Balandier, professeur à la Sorbonne : ce qui donne à l'ouvrage vocation à devenir le manuel universitaire de référence. Son auteur, Raymond Ledrut, a soutenu deux ans plus tôt une thèse sous la direction de Georges Gurvitch, autre professeur à la Sorbonne, intitulée « Sociologie urbaine et aménagement urbain ». À 49 ans, maître de conférences à la faculté des lettres de Toulouse, Ledrut entre dans la compétition pour le contrôle d'une spécialité où deux autres auteurs avaient déjà pris solidement position : Paul-Henry Chombart de Lauwe, depuis le début des années cinquante, et plus récemment Henri Lefebvre.

Amateur d'ethnologie dans sa jeunesse, Chombart était depuis 1960 directeur d'études à l'École pratique des hautes études (EPHE, la future École des hautes études en sciences sociales) – une institution plutôt marginale à l'époque. Il avait à son actif de nombreuses enquêtes et ouvrages sur Paris, réalisés avec l'appui financier de plusieurs administrations responsables des politiques d'urbanisme (Chombart de Lauwe 1959, 1960 et 1965). Il avait rompu récemment avec ses protecteurs qui ne suivaient pas suffisamment ses conseils – et aussi avec les chercheurs de son équipe, trop tournés à son goût vers la « recherche appliquée ». Ceux-ci allaient bientôt prendre le nom de « Centre de sociologie urbaine ».

Lefebvre, philosophe marxiste en rupture de parti communiste, était professeur de sociologie à la toute nouvelle faculté des lettres de Nanterre. Il avait beaucoup écrit sur « la vie quotidienne » (Lefebvre 1947, 1968a) et un peu sur les grands ensembles (Lefebvre 1960) avant de publier en 1968 un manifeste : *Le Droit à la ville* (Lefebvre 1968b). Des études empiriques commençaient à voir le jour à l'Institut de sociologie urbaine qu'il avait fondé.

Dans *Sociologie urbaine*, Ledrut définit clairement les raisons et le programme de la discipline. L'urbanisation est un défi auquel la société française doit trouver une réponse. Les solutions offertes par l'urbanisme mettent en cause l'organisation et le fonctionnement de l'espace social ; on a donc besoin des sociologues. La planification urbaine est « un moyen du contrôle social de l'ordre urbain » – un moyen de « maîtriser le devenir de la ville ». Le sociologue s'offre donc pour aider à aménager les villes de façon éclairée. La ville doit être un lieu d'intégration sociale et la sociologie urbaine étudiera les conditions de la cohésion des unités qui composent l'espace : leur cohésion interne – il faut d'« authentiques quartiers » – et la cohésion du tout que constitue l'agglomération.

Pour appuyer ce projet, Ledrut mobilise une vaste littérature produite aux États-Unis depuis le début du xx^e siècle : réformateurs municipaux, urbanistes et architectes, politiciens modernisateurs, travailleurs sociaux, sociologues aussi, sont transformés par la magie de la note de bas de page en « auteurs » d'une science urbaine en devenir. Le recrutement de ces précurseurs est un moyen de valider un territoire scientifique, mais aussi d'éliminer la concurrence : le manuel de Ledrut ignore complètement Chombart de Lauwe et Lefebvre, les références états-uniennes permettant de gommer le passé français le plus proche. Quoi qu'il en soit, Ledrut, après Chombart, définissait clairement une sociologie urbaine qui se plaçait de façon délibérée au service d'une planification mieux informée et plus humaine.

Le second texte qui marque la conjoncture française à ce moment-là est une note critique publiée dans le premier numéro de 1968 de *Sociologie du travail*, une des principales revues de la sociologie française placée sous le patronage d'Alain Touraine, professeur à Nanterre et directeur d'études à l'EPHE. Le titre est provocant : « Y a-t-il une sociologie urbaine ? » (Castells 1968). Son auteur, Manuel Castells, a 26 ans, est maître de conférences à Nanterre et travaille au Laboratoire de sociologie industrielle de Touraine. Comme on peut l'imaginer, la réponse à la question posée est : « non ». Il y a certes une demande sociale et une mode sociologique, mais il y a en même temps une crise scientifique : cette discipline, pour des raisons fondamentales, est à la recherche d'un « objet perdu ». Si l'on pose la ville comme variable explicative, c'est une tricherie parce que ce qu'on appelle « culture urbaine », c'est tout simplement la culture des sociétés industrielles développées et l'on n'a rien expliqué du tout. Si on prend la ville comme « variable dépendante », c'est-à-dire comme le produit de l'histoire et de la société, il faut dire comment cette société a produit la ville. Tant que le type de causalité n'est pas défini, la sociologie ou l'écologie urbaine se condamne à n'être que la description de formes. L'article s'appuie sur une connaissance détaillée de la littérature américaine la plus récente, fait une lecture indulgente des travaux français et se conclut par cette formule : « peut-être une dernière grande recherche de sociologie urbaine serait celle qui démontrerait empiriquement l'impossibilité de son autonomie scientifique ». C'est élégant et définitif – les opinions de Castells, même quand elles changent, sont toujours définitives.

L'année suivante, les administrations chargées de l'aménagement et de l'urbanisme lancent leur premier grand appel d'offres tourné vers les sciences sociales sur le thème de « la participation au pouvoir urbain ». Castells et bien d'autres y répondent. Commence alors une nouvelle époque de la sociologie urbaine en France, qui durera une dizaine d'années. Le financement de la « recherche urbaine » connaît une courbe brusquement ascendante : il est multiplié par plus de cinq entre 1969 et 1976. Les partenaires changent, des deux côtés. Ceux qui gèrent les programmes dans les ministères forment des équipes spécialisées. Leurs rapports sont lointains avec les organismes opérationnels de l'aménagement urbain ; ils sont proches, en revanche, de hauts fonctionnaires de l'État gaulliste, troublés par les secousses sociales et les difficultés que rencontre leur projet modernisateur. Les gestionnaires des programmes de recherche établissent en même temps une complicité avec un milieu de chercheurs qu'ils ont fait naître et qui dépend entièrement d'eux.

Les contrats financent les enquêtes et les salaires de jeunes diplômés issus de l'université de masse et recrutés directement, hors de l'allégeance aux patrons de la discipline. Les universitaires, en effet, résistent à l'appel des sirènes : en 1971, Ledrut organise un colloque intitulé « L'analyse pluridisciplinaire de la croissance urbaine » pour promouvoir leur collaboration avec les administrations de l'urbanisme. Il y a une quarantaine de participants, mais seulement quatre sociologues (Ledrut 1972). La nouvelle génération de chercheurs se trouvera donc travailler en dehors des cadres ordinaires de l'université et du CNRS. Elle est politiquement radicalisée et majoritairement formée aux diverses variantes du marxisme et du structuralisme.

Cet étonnant mariage entre de jeunes savants critiques du pouvoir et une technocratie dont les certitudes sont ébranlées va faire naître une sociologie urbaine critique qui affiche un nouveau programme : il ne s'agit plus de mieux adapter l'urbanisme aux besoins des citoyens, mais d'analyser la production capitaliste de la ville, les politiques urbaines de l'État et les mouvements sociaux qui contestent celles-ci. Les travaux se multiplient, combinant revendications théoriques fortes et enquêtes de terrain ; les rapports de recherche s'accumulent, une très petite partie d'entre eux aboutissant à des formes de publication visibles. Parmi celles-ci, la revue *Espaces et Sociétés*, lancée en 1970 et dirigée d'abord par Lefebvre – et la collection « La Recherche urbaine », pilotée par Castells à l'École des hautes études, qui publie quatorze titres entre 1972 et 1978 (par exemple, Lojkin 1972 ; Topalov 1974 ; Castells et Godard 1975).

En 1970, ce courant convergea avec ses homologues britanniques et nord-américains au congrès de Varna de l'Association internationale de sociologie, où fut organisé un comité de recherche sur le développement urbain et régional, qui édita à partir de 1977 *International Journal of Urban and Regional Research*. Des chercheurs rapportent de Paris des monographies dans diverses langues, et Chris Pickvance publie en 1976 un recueil d'essais critiques écrits par des Français (Pickvance 1976). C'est dans ce jeu de miroirs qu'est née l'« école française de sociologie urbaine marxiste » : le fait d'être désignée de cette façon par ses alliés anglophones, puis en Amérique latine et en Europe continentale, a constitué une ressource symbolique importante – quoique nettement plus durable à l'étranger qu'en France. Dans son propre pays, cette nouvelle sociologie intriguait par ses prétentions et sa vitalité, mais son origine la rendait illégitime aux yeux des autorités universitaires : historiens et géographes notamment lui déniaient toute existence.

Les promoteurs d'une sociologie partenaire des urbanistes (à la manière de Chombart et de Ledrut) étaient en tout cas provisoirement marginalisés. Des courants critiques qui ne se réclamaient pas de Marx se développaient en parallèle, eux aussi avec l'appui des ministères : chez les disciples de Michel Foucault avec la revue *Recherches* (par exemple, Murard et Zylberman 1976 et 1977 ; Joseph 1977) ou chez de jeunes ingénieurs des Ponts ou chez des architectes mettant en cause l'urbanisme fonctionnaliste. Des chercheurs fâchés de l'hégémonie des divers marxismes commençaient à s'armer intellectuellement pour y mettre fin – notamment en faisant le voyage à Chicago où ils cherchaient la légitimation d'une sociologie de terrain attentive à la vie quotidienne et débarrassée des théories globales (Grafmeyer et Joseph 1979).

Le reflux de la sociologie urbaine marxiste fut brutal. Le paysage politique et intellectuel global avait changé. Deux références majeures disparurent, comme pour symboliser le retournement de conjoncture : Nicos Poulantzas se suicida en 1978 et Louis Althusser fut interné en 1980. L'année 1978 est aussi celle de la rupture de l'union de la gauche, qui fut suivie d'une hémorragie des intellectuels du parti communiste. À partir de 1976, les chercheurs hors-statut nés de la recherche sur contrat sont progressivement intégrés au CNRS : ils se trouvent alors davantage soumis aux logiques académiques ordinaires. Les politiques urbaines, elles aussi, prennent un tournant, qui devient manifeste après l'élection de Giscard d'Estaing à la présidence de la République en 1974 : l'« ardente obligation » du Plan proclamée par De Gaulle et le corps des ingénieurs des Ponts triomphant s'est refroidie, les pouvoirs et les convictions des aménageurs publics se sont affaiblis, les crédits de la recherche urbaine s'effondrent – ils retrouvèrent en 1980 leur niveau de 1969. Lorsqu'ils recommencèrent à croître à partir de 1984, c'est au service de programmes et de chercheurs différents : ce sont désormais les « modes de vie » que l'on étudie, et les équipes qui

travaillent sont toutes à l'université. Les ancrages dans les disciplines de base se renforcent et rares sont ceux désormais qui se réclament de la « sociologie urbaine ». Cette éclipse de la discipline va durer presque vingt ans.

Un regard rétrospectif depuis 2013 : la montée de nouvelles évidences

Plaçons-nous maintenant en 2013 – ce qui n'est pas très difficile, car nous y sommes. Le paysage a radicalement changé : la « sociologie urbaine » connaît en France une nouvelle jeunesse. Un signe qui ne trompe pas : la publication d'une série de petits manuels à partir du milieu des années 1990, manuels nécessaires à une discipline désormais enseignée dans les universités (Grafmeyer 1994 ; Fijalkow 2002 ; Stébé et Marchal 2007). Auparavant, il n'en n'existait pas en français, sauf celui de Ledrut, réédité pour la dernière fois en 1979.

Parallèlement, on commence à parler d'« anthropologie urbaine » (Raulin 2001), discipline qui acquiert peu à peu un statut de sœur cadette au sein de la famille des anthropologues. Bien sûr, les sociétés exotiques restent le matériau noble de la discipline mais la décolonisation est passée par là : avec le repli des anthropologues sur la métropole et la critique de l'ethnologie coloniale, une anthropologie du proche est devenue possible. On s'intéresse à nouveau à Chombart de Lauwe, qui n'est désormais plus décrit comme « sociologue », mais comme « anthropologue » : un volume d'entretiens paraît en 1996, peu de temps avant la mort de celui qui est désormais regardé comme un précurseur (Chombart de Lauwe 1996).

Les courants de recherche qui participent à ce renouveau sont divers, et je m'en tiendrai ici à ce que je crois l'essentiel. Les travaux sur la socio-économie de la production urbaine ont pratiquement disparu : les sociologues, qui avaient auparavant disputé ce terrain aux économistes, l'ont abandonné. La science économique, de son côté, s'intéresse à des formalisations de plus en plus abstraites et les économistes attentifs aux institutions et aux formes productives ont été marginalisés au sein de leur propre discipline. Il n'y a donc plus guère de recherche en France sur la production de la ville d'aujourd'hui – heureusement des historiens ont pris le relais, y compris sur le xx^e siècle.

La plupart des sociologues se sont aussi détournés des travaux sur les politiques urbaines de l'État. Mais des politistes s'en occupent : il existe en France une science politique vigoureuse qui a pour ambition d'être une sociologie des pratiques et du champ politique. Elle s'intéresse en particulier à la genèse et aux transformations des politiques publiques dans une perspective constructiviste : comment sont définis les problèmes publics ? Quels sont les langages et les outils cognitifs mobilisés ? Comment se constituent des coalitions d'acteurs autour de ces problèmes ? Une fois les politiques cristallisées dans des institutions, comment celles-ci fonctionnent-elles ? On peut lire de passionnantes enquêtes sur « l'État au guichet » (en anglais : *street-level bureaucracy*), qui permettent de mieux connaître les interactions entre administrations et populations administrées, les effets de domination, les résistances et les ruses des dominés (Dubois 1999). Dans cette perspective, des sociologues aussi se sont intéressés aux politiques de la ville. Mais leurs travaux ne sont pas nettement identifiés comme « sociologie urbaine ».

On peut dire, en effet, qu'aujourd'hui en France l'objet central de la sociologie urbaine est le « problème des banlieues ». Parmi les innombrables ouvrages qui donnent forme à ce problème, relevons dans le genre savant ceux de Dubet (1987), Lapeyronnie (2008) et Kokoreff (2008). Deux générations, déjà, d'une production presque continue. Journalistes et politiques, certains sociologues aussi, sont convaincus qu'il s'agit là de « la nouvelle question sociale ».

Cet énoncé exprime une profonde réorganisation de la représentation savante de la société française. Une fois de plus, une question sociale est traduite en question spatiale ou urbaine, des rapports entre groupes sociaux sont redéfinis comme rapports entre groupes et espaces. Ce n'est bien sûr pas la première fois : le xix^e siècle européen a connu le « problème des taudis », les États-

Unis des années 1950 et 1960 « *the inner-city problem* », et l'Amérique latine la « théorie de la marginalité », qui était d'abord une représentation de la grande ville.

Mon propos n'est pas de faire la critique de cette traduction, mais de relever certains des procédés sur lesquels elle s'appuie et le rôle qu'a joué en France la sociologie urbaine dans cette affaire.

Le langage a un rôle majeur pour instituer des sens communs, pour imposer des évidences partagées. La nouvelle mise en forme que nous discutons ici, c'est d'abord un flot, une avalanche, une marée de mots. L'énoncé d'un « problème des banlieues » prend forme à partir de 1985 environ, et il est stabilisé dès 1990. Des enquêtes sur la genèse de ce qu'on appelle en France la « politique de la ville » nous renseignent assez précisément sur la manière dont s'est mis en place ce consensus – parmi lesquelles la thèse de Sylvie Tissot soutenue à l'École des hautes études (Tissot 2007).

Un réseau lexical devenu obligatoire s'organise autour des mots « banlieue », « quartiers » et « cités ». « L'agglomération lyonnaise est malade de ses banlieues » titre le journal *Le Monde* le 23 mars 1986. C'est en effet aux environs de cette date que le mot « banlieues » (généralement utilisé au pluriel) s'est trouvé systématiquement associé, dans le langage expert et savant, dans la presse et dans le langage politique, aux maux de la société.

Relevons le contraste entre la façon dont les journaux ont rendu compte de deux événements pourtant assez semblables en 1981 puis en 1990 : dans les deux cas il s'agit d'émeutes qui ont eu lieu dans la périphérie populaire de Lyon. Les « rodéos » du quartier des Minguettes en juillet 1981 furent décrits comme un événement local. S'il fut parfois relié à des causes plus vastes, c'était au « mal des grands ensembles », dont on parlait déjà depuis une vingtaine d'années : concentration de population, adolescence, architecture de barres et de tours, manque d'équipements sociaux, solitude féminine, ennui. On ne disposait pas en 1981 des mots nécessaires pour décrire un phénomène inédit. En octobre 1990, en revanche, l'émeute de Vaulx-en-Velin qui suivit la mort d'un jeune motard du fait de la police fut tout de suite interprétée comme le symptôme d'un mal nouveau et profond, qui désormais avait un nom : le « problème des banlieues ». On pouvait dorénavant être tranquille sur le front symbolique : les voitures brûlaient, mais on savait maintenant comment en parler.

« Banlieue » ne vient pas seul. Depuis la fin des années 1980, on lit dans la presse nationale : « les jeunes des quartiers », mais aussi tout simplement : « les quartiers ». Comme dans : « les quartiers se sont embrasés hier soir », ou même « les quartiers sont descendus en ville ». Quand à Marseille on dit « les quartiers », tout le monde comprend « les Quartiers nord » (quartiers pauvres, d'habitat social), bizarrerie locale qui s'est étendue à la langue nationale.

Pourquoi ce glissement sémantique ? Depuis la fin des années 1970, ce qu'on appelle la « politique de la ville » a pour cible les quartiers populaires « à problèmes », et pour moyen des mesures d'encadrement social. Dans le langage officiel, les zones urbaines concernées sont affublées de divers qualificatifs euphémisants : « quartiers de développement social », « quartiers sensibles ». Dans le langage de la presse, il reste : « les quartiers ». Une fois le mal nommé de cette façon, on connaît d'emblée ses causes. On ne parle plus guère de chômage, de précarité de l'emploi, de bas salaires, de racisme, de violences policières et de dénis de justice, d'échec scolaire, d'impossibilité d'entreprendre : toutes ces mises en forme du problème auraient été possibles, elles se proposent parfois comme concurrentes au « problème des banlieues », mais ça ne prend pas. On dit, en revanche : ghetto, architecture inhumaine, relégation aux franges de la ville, exclusion de la société ; on dit aussi, désormais : immigration, ethnicité, islam.

« Exclusion », mot-clef : c'est au début des années 1990 que le terme émerge, commence à former réseau avec le lexique des « banlieues », et que l'ensemble se répand et se fixe. Ce sont là des créations savantes. Des sociologues ont fortement contribué à les forger, au cours d'un dialogue intense avec les chargés de mission de la politique de la ville, réunis sous l'égide de la revue *Esprit*. Pour l'essentiel, il s'agit des disciples d'Alain Touraine, préoccupés de rendre la sociologie utile. Lors de l'une des rencontres fondatrices du nouveau consensus, en décembre 1990, celui-ci

proclame : « Le problème d'aujourd'hui n'est pas l'exploitation, mais l'exclusion » (Touraine 1991). Et deux de ses disciples dans un essai sociologique intitulé *Les Quartiers d'exil* confirment : « La ségrégation s'est substituée à l'exploitation » (Dubet et Lapeyronnie 1992).

La notion ne fait pas l'unanimité chez les sociologues. Robert Castel en fit une critique approfondie dans *Les Métamorphoses de la question sociale* (Castel 1995) en proposant le concept de « désaffiliation » : la société salariale organisée par un contrat de travail stable et des droits sociaux liés à celui-ci est peu à peu démantelée, ce qui produit des situations de précarité plus ou moins marquée, des populations diverses et de plus en plus nombreuses s'éloignant du noyau dur du salariat. À l'extrémité de ce continuum et au terme de ce processus, ceux qu'on appelle, à tort, les « exclus ». En effet, la notion d'« exclusion » a pour double effet d'isoler les exclus de la dynamique d'ensemble de la société et de rapporter principalement leur situation à une ségrégation dans l'espace. Elle conduit à négliger les transformations du monde du travail et à se consacrer à une « sociologie urbaine » définie comme l'étude de l'exclusion spatiale.

Voilà un intéressant sujet de méditation : comment sont définis les « problèmes d'analyse » dont parlait Reissman ? Comment est-il décidé de la validité, de la pertinence descriptive, de la puissance explicative d'un concept savant ? Est-ce par l'expérimentation méthodique selon les règles du métier, par le libre débat entre chercheurs ? Ou bien plutôt selon le succès que nos lexiques savants rencontrent auprès des faiseurs d'opinion ? Il est bien clair que les nouveaux sens communs jouent un rôle essentiel pour définir les recherches jugées pertinentes et, pour commencer, celles qui méritent d'être financées.

Comparer deux conjonctures

Je voudrais pour finir comparer les deux conjonctures que je viens de décrire : celle des années 1970 et celle des années 1990. On pourrait dire que le marxisme a perdu la partie, et que les concepts de classe sociale et de pouvoir d'État sont gommés au profit de ceux de pauvreté et d'exclusion, voire de catégories ethniques ou religieuses. Je crois cette formulation très insuffisante, car elle repose sur le postulat que tout cela est une simple affaire d'idées.

La sociologie urbaine française dominante des années 1970 est née de l'initiative de prétendants à l'entrée dans le champ savant. Ils s'appuyaient sur des ingénieurs réformateurs qui, dans les administrations centrales de l'aménagement urbain, leur donnèrent les moyens de travailler ; du même coup, les nouveaux arrivants pouvaient échapper aux contraintes qui régissaient ordinairement l'admission dans le monde de la science, et notamment la soumission au patron universitaire. Cette configuration inédite leur a permis d'ignorer presque tout de la littérature, mais aussi d'innover.

Ils firent de la sociologie « urbaine » parce que les dispositifs de financement de la recherche les conduisaient, sans même qu'ils s'en rendent compte, à travailler sur les choses de la ville. Leur sociologie se voulait militante, elle était liée à un projet de transformation sociale jugé alors plausible par cette génération qui s'était radicalisée dans une université de masse qui ne leur garantissait plus les carrières assurées jadis aux héritiers.

Les questions qu'ils posaient regardaient la ville du point de vue des politiques conduites par les ministères. Rien de vraiment nouveau : les questions de Chombart ou de Ledrut s'étaient, elles aussi, forgées dans une conversation avec les urbanistes et les aménageurs, dans le but d'améliorer les choses progressivement. Les questions de Castells, Lojkin ou Topalov avaient pour origine une discussion critique des politiques urbaines « capitalistes », dans la perspective de changer les choses radicalement. Ils voulaient mettre en cause l'État, mais, sans le savoir, ils demeuraient fascinés par celui-ci. Ils adoptaient un point de vue d'État, un point de vue de gouvernement, un point de vue d'en-haut sur le monde social. Un point de vue qui, comme toujours en sciences sociales, permettait de voir certaines choses et qui interdisait d'en voir d'autres. *Contre l'État, les sociologues* fut le titre d'une belle enquête de Michel Amiot sur la sociologie urbaine française de cette époque

(Amiot 1986). Ce titre est une allusion ironique à un propos (passablement machiste) de Voltaire : « Je suis contre les femmes, tout contre ».

Ainsi, je crois que l'effacement de la sociologie urbaine marxiste française à partir des années 1980 résulte des mêmes raisons que l'effacement (provisoire) de leurs adversaires académiques d'alors. Les sociologies urbaines qui voulaient se mettre au service de la planification comme celles qui voulaient en faire une critique radicale se trouvèrent les unes et les autres au même moment orphelines des interlocuteurs qui leur permettaient d'exister : les planificateurs. Car cette planification urbaine qui, depuis le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, était relativement sûre d'elle-même sous la conduite de professionnels disposant d'une doctrine, d'un savoir-faire, d'une légitimité et de ressources publiques importantes, avait commencé à plier sous les coups des doctrines et des forces de la révolution conservatrice néo-libérale.

À nouveau, j'insiste sur le fait que je présente ici un « point de vue français » : le démantèlement des croyances et des moyens de l'aménagement public des villes n'est pas un phénomène uniforme à l'échelle internationale. Certains pays connaissent des conjonctures très différentes : sans doute l'Argentine d'après la grande crise, le Brésil et le Mexique, très probablement la Chine aussi. Les sociologues y sont donc sans doute placés devant des situations, des questions, des conversations très différentes de celles qui prévalent au Royaume-Uni depuis Thatcher et Blair, aux États-Unis depuis Reagan et Clinton, en France depuis Mitterrand.

Pour revenir en France, le goût pour l'ethnographie ou l'anthropologie urbaine, pour la description dense des modes de vie, les interrogations sur la formation des identités, tous ces développements ont été féconds. Il en a résulté de nouvelles enquêtes et des résultats très neufs. Mais ces tendances sont inséparables d'une nouvelle définition de ce qu'il est pertinent d'étudier, nouvelle définition où la politique joue un rôle essentiel. Il ne faut pas s'en étonner, il en a toujours été ainsi.

Concluons, enfin, par une hypothèse plus générale. Revenons au point de départ : « La ville, c'est ce que nous [les sociologues] décidons d'en faire ». Pas tout à fait : il ne suffit pas qu'un savant prenne telle ou telle décision pour que celle-ci convainque, il faut aussi que l'objet qu'il définit comme « ville » soit lesté d'un poids suffisant d'évidence pour ses contemporains. Sa « ville » doit s'imposer aux autres savants, mais aussi et peut-être surtout à ceux qui comptent dans la société, et dont dépendent reconnaissance sociale et ressources. C'est ainsi que les villes des sciences sociales se forment dans une négociation parfois silencieuse, parfois explicite, avec les pouvoirs qui agissent dans le monde de la pratique. Les principales figures de ces pratiques au xx^e siècle sont aisément identifiables : l'administrateur municipal, le gestionnaire des populations dangereuses, l'aménageur rationnel de l'espace. Les moments où une sociologie urbaine se constitue seraient donc ceux où un pacte cognitif s'établit entre des savants et l'un de ces pouvoirs, où la « ville » des premiers coïncide suffisamment avec celle des seconds. C'est alors qu'un programme scientifique se voit accorder du sens hors du monde de la science et peut faire retour vers celui-ci sous forme de « demande sociale ». À l'inverse, lorsque les interlocuteurs séculiers des savants s'évanouissent ou que le pacte se fissure, sonne l'heure du repli en attendant une éventuelle renaissance. Voilà pourquoi la « sociologie urbaine » est si fragile, si diverse, si instable. C'est peut-être aussi ce qui fait son charme.

Bibliographie

- Amiot, Michel. 1986. *Contre l'État, les sociologues. Éléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France (1900-1980)*, Paris : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.
- Burgess, Ernest W. et Bogue, Donald J. (dir.). 1984. *Contributions to Urban Sociology*, Chicago : University of Chicago Press.

- Castel, Robert. 1995. *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris : Fayard.
- Castells, Manuel et Godard, Francis. 1975. *Monopolville. Analyse des rapports entre l'entreprise, l'État et l'urbain à partir d'une enquête sur la croissance industrielle et urbaine de la région de Dunkerque*, Paris et La Haye : Mouton.
- Castells, Manuel. 1968. « Y a-t-il une sociologie urbaine ? », *Sociologie du travail*, vol. 10, n° 1 (janvier-mars), p. 72-90.
- Chombart de Lauwe, Paul-Henry, Chombart de Lauwe, Marie-José, Couvreur, Louis, Fichet-Poitrey, Françoise, Labat, Pierre, Madaule, Pierre, Marcu, Léa et Miret, Odette. 1959. *Famille et Habitation, vol. 1, Sciences humaines et conceptions de l'habitation*, Paris : Centre national de la recherche scientifique.
- Chombart de Lauwe, Paul-Henry, Charazac, Janine, Chombart de Lauwe, Marie-José, Couvreur, Louis, Dubois-Taine, Dominique, Jenny, Jacques, Labat, Pierre, Perroy, Élia, Retel, Jacques et Rocher, Guy. 1960. *Famille et Habitation, vol. 2, Un essai d'observation expérimentale*, Paris : Centre national de la recherche scientifique.
- Chombart de Lauwe, Paul-Henry. 1965. *Paris. Essais de sociologie, 1952-1964*, Paris : Éditions Ouvrières.
- Chombart de Lauwe, Paul-Henry. 1996. *Un anthropologue dans le siècle, entretiens avec Thierry Paquot*, Paris : Descartes & C^{ie}.
- Dubet, François. 1987. *La Galère : jeunes en survie*, Paris : Fayard.
- Dubet, François et Lapeyronnie, Didier. 1992. *Les Quartiers d'exil*, Paris : Seuil.
- Dubois, Vincent. 1999. *La Vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*, Paris : Economica.
- Fijalkow, Yankel. 2002. *Sociologie de la ville*, Paris : La Découverte, collection « Repères ».
- Grafmeyer, Yves et Joseph, Isaac. 1979. *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Seyssel : Champ Vallon.
- Grafmeyer, Yves. 1994. *Sociologie urbaine*, Paris : Nathan, collection « 128 ».
- Joseph, Isaac. 1977. *Disciplines à domicile. L'édification de la famille*, Fontenay-sous-Bois : Recherches (n° 28).
- Kokoreff, Michel. 2008. *Sociologie des émeutes*, Paris : Payot.
- Lapeyronnie, Didier. 2008. *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Paris : Robert Laffont.
- Ledrut, Raymond. 1968. *Sociologie urbaine*, Paris : Presses universitaires de France, collection « Le Sociologue ».
- Ledrut, Raymond (dir.). 1972. *L'Analyse interdisciplinaire de la croissance urbaine : actes du Colloque national sur « l'analyse interdisciplinaire de la croissance urbaine » organisé dans le cadre des Colloques nationaux du Centre national de la recherche scientifique, au Centre interdisciplinaire d'études urbaines de l'université de Toulouse-Le Mirail, du 1^{er} au 3 juin 1971*, Paris : Éditions du CNRS.
- Lefebvre, Henri. 1947. *Critique de la vie quotidienne*, Paris : Grasset (2^e éd. Paris : L'Arche, 1958).
- Lefebvre, Henri. 1960. « Les nouveaux ensembles urbains », *Revue française de sociologie*, vol. 1, n° 2, p. 186-201.
- Lefebvre, Henri. 1968a. *La Vie quotidienne dans le monde moderne*, Paris : Gallimard.
- Lefebvre, Henri. 1968b. *Le Droit à la ville*, Paris : Anthropos.
- Levine, Donald. 1971. « Introduction », in Simmel, Georg, *On Individuality and Social Forms. Selected writings*, Chicago: University of Chicago Press, collection « The Heritage of Sociology ».

- Lojkine, Jean. 1972. *La Politique urbaine en région parisienne, 1945-1971*, Paris et La Haye : Mouton.
- Martindale, Don. 1958. « Prefatory Remarks: The Theory of the City », in Weber, Max, *The City*, New York : The Free Press, p. 9-62.
- Murard, Lion et Zylberman, Patrick (dir.). 1977. *L'Haleine des faubourgs. Ville, habitat et santé au XIX^e siècle*, Fontenay-sous-Bois : Recherches.
- Murard, Lion et Zylberman, Patrick. 1976. *Le Petit Travailleur infatigable. Villes-usines, habitat et intimités au XIX^e siècle*, Fontenay-sous-Bois : Recherches.
- Pickvance, Chris (dir.). 1976. *Urban Sociology: Critical Essays*, London : Tavistock Publications.
- Raulin, Anne. 2001. *Anthropologie urbaine*, Paris : Armand Colin, collection « Cursus ».
- Reissman, Leonard. 1964. *The Urban Process: Cities in Industrial Societies*, New York : The Free Press of Glencoe.
- Sennett, Richard (dir.). 1969. *Classic Essays on the Culture of Cities*, Englewood Cliffs : Prentice-Hall.
- Short, Jr, James F. (dir.). 1971. *The Social Fabric of the Metropolis: Contributions of the Chicago School of Urban Sociology*, edited and with an introduction by James F. Short, Jr., Chicago : University of Chicago Press, collection « The Heritage of Sociology ».
- Stébé, Jean-Marc et Marchal, Hervé. 2007. *La Sociologie urbaine*, Paris : Presses universitaires de France, collection « Que sais-je ? ».
- Tissot, Sylvie. 2007. *L'État et les Quartiers. Genèse d'une catégorie de l'action publique*, Paris : Seuil.
- Topalov, Christian. 1974. *Les Promoteurs immobiliers. Contribution à l'analyse de la production capitaliste du logement en France*, Paris et La Haye : Mouton.
- Topalov, Christian. 1979. *La Urbanización capitalista. Algunos elementos para su análisis*, Mexico : Editorial Edicol.
- Topalov, Christian. 2004. « Les usages stratégiques de l'histoire des disciplines. Le cas de l'« école de Chicago » en sociologie », in Heilbron, Johan, Lenoir, Rémi et Sapiro, Gisèle (dir.), *Pour une histoire des sciences sociales. Hommage à Pierre Bourdieu*, Paris : Fayard, p. 127-157.
- Topalov, Christian. 2008. « Sociologie d'un étiquetage scientifique : *urban sociology* (Chicago, 1925) », *L'Année sociologique*, vol. 58, n° 1, p. 203-234.
- Touraine, Alain. 1991. « Face à l'exclusion », *Esprit*, février, p. 7-13.

Christian Topalov, sociologue, est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (Paris). Parmi ses publications : *Naissance du chômeur, 1880-1910* (Albin Michel, 1994) et plusieurs livres collectifs, dont *Laboratoires du nouveau siècle* (Éditions de l'EHESS, 1999), *La Ville des sciences sociales* (avec Bernard Lepetit, Belin, 2001) et *Divisions de la ville* (Éditions de la MSH, 2002). Il a tout récemment établi et commenté les articles et manuscrits issus du séjour du sociologue durkheimien Maurice Halbwachs à Chicago en 1930 dans *Écrits d'Amérique* (Éditions de l'EHESS, 2012). En collaboration avec Laurent Coudroy de Lille, Jean-Charles Depaule et Brigitte Marin, il a dirigé le programme de recherche international qui a abouti à *L'Aventure des mots de la ville* (Robert Laffont, 2010), dictionnaire historique plurilingue.

Pour citer cet article :

Christian Topalov, « Trente ans de sociologie urbaine. Un point de vue français », *Métropolitiques*, 16 octobre 2013. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Trente-ans-de-sociologie-urbaine.html>.